REPUBLIQUE FRANCAISE

420/2024

Liberté - Egalité - Fraternité

ARRETE DU MAIRE

<u>OBJET</u>: Libertés Publiques et Pouvoirs de Police: Autres Actes Règlementaires Travaux d'assemblage et levage d'un pylône télécom avec une grue – Rue des Vitrés

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-24, L 2213-1 et L 2213-2 :

Vu le Code de la route;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la signalisation routière ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – Livre $I - 6^{\text{ème}}$ et $8^{\text{ème}}$ parties ;

Vu la loi n° 82 - 213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements, et des Régions ;

Vu la demande de l'entreprise CIRCET SA, 36 Rue du Bois Briand, 44300 NANTES ;

Considérant qu'il est nécessaire de règlementer le stationnement et la circulation afin de permettre des travaux d'assemblage et levage d'un pylône télécom avec une grue – Rue des Vitrés, du lundi 29 juillet 2024 au vendredi 02 août 2024;

Afin de préserver la sécurité publique ;

ARRETE:

<u>Article 1</u>: La Société CIRCET SA est autorisée à occuper le domaine public afin d'effectuer des travaux d'assemblage et de levage d'un pylône télécom avec intervention d'une grue – Rue des Vitrés, du lundi 29 juillet 2024 au vendredi 02 août 2024 ;

<u>Article 2</u>: Pendant la durée des travaux et selon les besoins du chantier, la chaussée sera rétrécie, la circulation des piétons et des cyclistes sera interdite au droit de l'intervention.

Il est précisé qu'un constat sera fait avant et après travaux ;

<u>Article 3</u>: Tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route. Il pourra être procédé à la mise en fourrière immédiate des véhicules gênants par les autorités compétentes dans les conditions prévues par les articles R.325-12 et suivants du Code de la Route;

Article 4: La signalisation sera conforme à la législation en vigueur. Elle est à la charge du demandeur et sous sa responsabilité. Elle doit être mise en place 72 h 00 avant le début des travaux ;

<u>Article 5</u>: Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie et tout agent de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté;

<u>Article 6</u>: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet https://www.telerecours.fr.

ROMORANTIN-LANTHENAY, le 19 juin 2024

Le Maire.

Certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte

Publié ou notifié le

2 8 JUIN 2024

Date de mise en ligne sur le site internet : - 3 JUIL 2024

Par délégation du Maire, L'Adjoint